

HAUBERT, Maxime (dir.). *État et société dans le Tiers-Monde : de la modernisation à la démocratisation ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 1992,369p.

Marc Hufty

Volume 25, Number 2, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703331ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703331ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hufty, M. (1994). Review of [HAUBERT, Maxime (dir.). *État et société dans le Tiers-Monde : de la modernisation à la démocratisation ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 1992,369p.] *Études internationales*, 25(2), 370–371.
<https://doi.org/10.7202/703331ar>

La principale qualité de cet ouvrage réside dans l'effort déployé par l'auteur afin de nuancer et raffiner le corpus conceptuel des théories de la dépendance. À cet égard, la présentation du continuum *dependency/postdependency* constitue une innovation intéressante dans le champ d'études qui couvre les problèmes des pays en voie de développement. Cependant, l'auteur aurait eu avantage à mettre son modèle en relation avec les récents travaux qui remettent en question l'autonomie étatique classique dans un contexte de globalisation mondiale.

Somme toute, nous pouvons considérer que l'analyse d'Erismann s'inscrit dans le courant traditionnel du champ d'études des relations internationales et s'avère un atout majeur pour ceux qui s'intéressent aux problèmes de développement, à l'intégration économique, et à l'évolution des pays des régions moins avancées.

Martin Roy

*Étudiant à la maîtrise en science politique
Université Laval, Québec*

**État et société dans le
Tiers-Monde :
de la modernisation
à la démocratisation ?**

HAUBERT, Maxime (dir.).
Paris, Publications de la Sorbonne,
1992, 369p.

Cet ouvrage rassemble les Actes d'un colloque organisé en octobre 1991 par le Centre d'études comparatives sur le développement de l'IEDES de Paris-I sous le titre «Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes : les enjeux actuels». Ce thème est d'actua-

lité dans le monde de la coopération et du développement : d'une part, l'État n'a pas su assurer le développement, et sa «démission» a encouragé un foisonnement d'organisations populaires, de mouvements sociaux et d'organisations non gouvernementales (ONG), d'autre part, après les années du «moins d'État» de l'ère néolibérale, il est devenu évident que les institutions étatiques sont à la fois irremplaçables et incontournables, les pratiques populaires ne suffisant pas à l'effort qu'implique le développement.

Les simplifications d'une époque révolue ont fait place à une vision beaucoup plus nuancée de l'État et de son rôle dans les sociétés «dépendantes». Au panier la vision simpliste d'un État prédateur et gestionnaire s'opposant à une société civile porteuse de tous les espoirs. L'un et l'autre agissent désormais dans un continuum, s'interpénétrant au point que leurs contours en deviennent flous et indissociables. Peut-être en a-t-il toujours été ainsi, mais les yeux embrumés par les idéologies, certains intellectuels ont dû attendre la faillite pratique des théories du développement pour en prendre conscience.

Dans une perspective de comparaison des expériences en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ce colloque s'est interrogé sur les États, sur les pratiques populaires et sur leurs relations, ainsi que sur la pertinence même des concepts et des catégories utilisées jusque-là pour les décrire et les analyser. Vingt-neuf articles, d'une qualité inégale mais souvent d'une grande intelligence, font un tour de ces questions. L'ouvrage se divise

en quatre chapitres : « L'État modernisateur en question : la crise du politique » ; « L'État entre dépendance et autonomie relative » ; « La société : une effervescence politique multiforme » ; « État-société : vers une recomposition du politique ».

Le constat est général, les idéologies du développement par l'État ont échoué, que ce soit au Brésil, au Vietnam, au Sénégal, à Madagascar, ou ailleurs. Cet échec, suivi d'une relative démission de l'État, a conduit aux programmes d'ajustement structurel qui ont renforcé le désengagement de l'État. Une vive réaction de la société civile, lourdement pénalisée par les réformes économiques, a provoqué l'émergence de nombreux mouvements populaires.

Remplaçant les services étatiques mais symbolisant aussi une nouvelle vision de l'aide au développement, la recherche de partenaires dans la société civile, ces mouvements ont connu une progression phénoménale et en sont maintenant à un stade de maturité. Le risque est grand, comme le signale S. Latouche, un des auteurs, de les voir à leur tour développer une mentalité d'assistés face à l'aide extérieure. Il n'empêche qu'ils ont acquis droit de cité par leur capacité de mobiliser un soutien international et par l'appui que leur apportent les Églises. Par eux les humbles ont trouvé une voix qui porte jusqu'au cœur des gouvernements. Et ces mouvements, s'ils représentent plus que la simple émergence de nouvelles élites pressées de partager le pouvoir, auront un grand rôle à jouer dans la démocratisation des systèmes politiques et dans une gestion responsable des gouvernants.

Marc HUFTY

*Institut Universitaire d'Études
Du Développement, Genève*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Hostage to Revolution : Gorbachev and Soviet Security Policy, 1985-1991.

*BLACKER, Coit D.
New York, Council on Foreign
Relations Press, 1993, 257p.*

Pour les observateurs en relations internationales et pour les soviétologues, la nouvelle politique étrangère de l'URSS a largement occupé le cœur des débats et réflexions au cours de la dernière décennie. On peut même être tenté de juger de la valeur d'un ouvrage, dans cette discipline, selon la perspective nouvelle qu'il arrive à apporter. Dans ce contexte, l'ouvrage que nous propose le directeur du Center for International Security and Arms Control n'apparaît pas comme une contribution d'un ordre nouveau. Ce dernier constitue avant tout une synthèse fidèle, assez succincte et bien structurée de la politique de sécurité de Moscou entre l'année 1985 et le coup d'État survenu en août 1991. Il procède aussi d'un cadre-hypothèse très empirique : 1) les réformes entreprises, en matière de sécurité, répondaient d'abord à la nécessité urgente de revitaliser le système économique, en allégeant le lourd fardeau des dépenses militaires ; 2) des réformes d'une telle envergure devaient obligatoirement s'accompagner d'une démarche visant à limiter la rivalité militaire et politique avec l'autre grande puissance ; 3) la dynamique politique a été marquée par une discontinuité